PROCÈS-VERBAL
DU COMITE TECHNIQUE D'ADMINISTRATION CENTRALE
DU 17 NOVEMBRE 2015

Sont présents au titre de l'administration :

- Lucie MUNIESA, Secrétaire générale adjointe

Experts au titre de l'administration :

- Claire CHERIE, Chef du service des ressources humaines
- Sébastien CLAUSENER, Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
- Mélanie PILON, Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
- Alexis MANOUVRIER, DGP
- Madeleine ANGLAND, DGCA
- Claire LAMBOLEY, SG
- Isabelle GADREY, SRH
- Mélanie PILON, SRH

Sont présents au titre des représentants du personnel :

Au titre de la CGT-Culture :

Au titre de la CFDT-Culture :

- Anne-Claire ROCTON
- Chantal DEVILLERS-SIGAUD
- Nadine GASTALDI (suppléante)
- Elisabeth TABURET-DELAHAYE (suppléante)
- Marie-Cécile RENAULT-HAURAY (suppléante)

Au titre de SUD-Culture solidaires :

- Fabienne BERNARD
- Caroline CLIQUET (suppléante)

Au titre de l'UNSA :

Au titre du SNAC-FSU :

- Patricia FLEURY
- Frédéric MAGUET (suppléant)

Experts au titre des organisations syndicales :

Au titre de la CFDT-Culture :

- Arnaud GIBON

Ordre du jour

1. Approbation du PV du CTAC du 25 septembre 2015 (*pour avis*) ;
2. Tableau de suivi des précédents CTAC (*pour information*) ;
3. Accueil d'apprenti(s) en administration centrale et services à compétence nationale à la rentrée 2015 (*pour avis*) ;
4. Évolution de l'organisation du SRH ; création d'un bureau de la santé et de la sécurité au travail (*pour avis*) ;
5. Questions diverses (point rajouté à l'ordre du jour initial)

Mme Lucie MUNIESA ouvre la séance à 15 heures 20.

Mme Claire CHÉRIE annonce que le quorum est atteint.

Mme Lucie MUNIESA indique en préambule qu'elle a tenu à ce que la présente séance du CTAC soit maintenue en dépit des heures difficiles traversées actuellement par la France et par le monde de la culture en particulier. Elle considère en effet que le fait de poursuivre l'activité ordinaire est la meilleure réponse à apporter à la menace terroriste. Elle note d'ailleurs que les points 3 et 4 sont en partie liés à l'actualité.

Il lui semblait important de finaliser le long processus préalable à la création d'un bureau de la santé et de la sécurité au sein du ministère, à la suite de l'avis unanime rendu par le CHSCT sur le sujet. Par ailleurs, ce bureau sera l'un des acteurs de la réaction à la menace terroriste.

Quant à l'apprentissage, le lien avec l'actualité est certes plus ténu, mais le ministère est attaché à offrir des opportunités de carrière aux jeunes. Il semblait donc important de délivrer un signal positif à la jeunesse française après les attentats du 13 novembre.

Elle propose par ailleurs de retirer le point n°1 de l'ordre du jour étant donné que le PV de la dernière réunion de l'instance n'a pas pu être diffusé en amont de la séance. Quant au point n°2, il pourrait être reporté au prochain CTAC si les élus le souhaitent.

Mme Lucie MUNIESA annonce l'ouverture imminente d'une cellule de soutien psychologique d'urgence sur l'ensemble du périmètre ministériel pour venir aux agents de l'administration centrale et des SCN qui ont été affectés par les événements récents. Cette cellule sera animée par Audiens, qui intervient déjà dans le cadre des événements du Bataclan. Les responsables RH du réseau sont en train d'être informés et les éléments seront répercutés à chacun des agents. Les membres du CHSCT ministériel ont déjà été informés de ce projet.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) remercie au préalable l'administration pour avoir maintenu la présente séance. Elle souhaite à son tour revenir sur l'actualité, qui a durement touché le milieu de la culture à travers celui du spectacle vivant. À ce titre, la CFDT souhaite que la ministre s'exprime officiellement sur le sujet. Alors qu'elle a eu l'occasion d'intervenir le 16 novembre au sein du CNV, elle n'a pas rendu d'hommage public aux personnes décédées ni aux blessés du spectacle vivant, ce qui est fort regrettable voire incorrect. Face à une telle tragédie, la ministre a brillé par son absence, ce qui est proprement hallucinant. Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) connaît personnellement des intervenants du spectacle vivant qui sont décédés au Bataclan et elle a pris le soin de les recenser, aboutissant à une dizaine de personnes assassinées, sans compter les blessés. Il eût été souhaitable que le ministère rende hommage à tous ces acteurs, quand bien même ce n'étaient pas des agents de la fonction publique. Il faudrait donc que la ministre rende hommage officiellement aux victimes tout en affirmant un soutien entier au spectacle vivant, à moins qu'elle ne veuille incarner le ministère des salles vides ! Sans cet hommage, la parole de la ministre devient vide lorsqu'elle affirme être aux côtés des professionnels. Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) a adressé un mail au Secrétariat général le 15 novembre au soir au nom de la CFDT-Culture afin de réclamer une communication ministérielle officielle, mais sa requête est restée sans suite. Elle a également interpellé le directeur de la DGCA en plénière. Elle renouvelle donc cette demande en séance et insiste sur l'urgence de la situation. Sa première intervention dans les médias, le 17 novembre au matin sur France Culture, a été uniquement consacrée à l'aide économique, mais elle a totalement occulté la tragédie

humaine, se comportant comme une « ministre des TPE de la culture ». Elle aurait dû rendre hommage aux journalistes, cadres, régisseurs, chargés de production et chargés de communication décédés pendant l'attaque. Ne pas le faire et tomber dans un discours sécuritaire digne du ministère de l'Intérieur constitue un manquement à tous les devoirs républicains en matière de culture. Les structures économiques auront certes besoin d'être soutenues mais le respect aux morts et à la culture doit être primordial, surtout pendant le deuil national. Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture), qui a été touchée personnellement par cet événement dans le cadre professionnel, se déclare sidérée que le ministère reste sans réaction face à un tel drame, laissant la profession organiser seule l'hommage aux victimes !

Par ailleurs, au sujet des mesures économiques proposées par la ministre, il semblerait judicieux de ne pas oublier que les lieux de spectacle, publics ou privés, sont avant tout des lieux culturels, et donc de ne pas mettre en place les structures d'aide dans la précipitation. La communication sur la création d'un fonds de soutien semble donc prématurée dans la mesure où les aspects humains et culturels n'ont pas encore été traités. La priorité est de faire en sorte que les lieux de spectacle ne soient pas transformés en salles vides.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) revient sur les débats du CHSCT du 16 novembre, durant lequel il a été surtout question de sécurité et de sûreté au sein des établissements publics. La chaîne de commandement semble avoir été défaillante, de nombreux musées relevant des SCN n'ayant même pas engagé de réflexion quant à la pertinence de rouvrir le samedi 14 novembre. Les agents étaient assez déboussolés face à une hiérarchie qui leur commandait de rester à leur poste.

Mme Lucie MUNIESA assure que le ministère est entièrement mobilisé à la suite des événements du 13 novembre. Elle a d'ailleurs présidé le matin même un CTM national de sécurité auquel les responsables de sécurité et sûreté des organismes sous tutelle du ministère étaient tous conviés, dont ceux des SCN. Le ministère est donc désireux d'agir de manière tout à fait coordonnée face à un grand nombre de questions qui relèvent aussi bien du droit du travail que du code de la fonction publique ou des marchés publics.

Bien entendu, les considérations humaines sont primordiales face à des attentats tels que ceux de janvier et du 13 novembre dernier, qui ont particulièrement affecté le domaine de la culture. Le ministère est hautement désireux d'assurer la sécurité des agents dans un contexte de relèvement du plan Vigipirate à son niveau maximal en Île-de-France, tout en assurant la continuité du service public culturel – qui reste une réponse à la barbarie et à la terreur – et de l'activité culturelle en général – qui est l'un des piliers de la Nation. Le ministère travaille aussi sur les soutiens qui pourront être apportés aux structures privées : les salles de spectacle vivant, les cinémas, etc. Des réponses coordonnées devront être apportées dans l'intérêt de tous ceux qui travaillent dans la filière, qu'ils aient le statut d'agents de la fonction publique ou de salariés de structures privées. La mobilisation des équipes ministérielles est donc totale.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) ne cherche pas à interpeller l'administration mais la ministre de la Culture, qui aurait dû communiquer officiellement et largement – pas seulement auprès des EP. Par ailleurs, si la ministre de la Culture axe trop son discours sur les questions sécuritaires, les budgets que les collectivités territoriales consacrent à la culture risquent d'être reportés sur la sécurité et le pacte culturel sera définitivement enterré. La stratégie employée est donc maladroite, sans compter la gestion indécente de cette situation au bilan humain catastrophique. Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) note au passage

que son travail d'évaluation implique d'assister à des concerts et qu'elle aurait donc parfaitement se trouver au Bataclan le soir du 13 novembre. Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) a appris que la ministre s'était rendue au Bataclan, ce qui est positif en soi, mais elle regrette que cette visite n'ait fait l'objet d'aucune communication. Les professionnels que la ministre a rencontrés le 16 novembre ont été déçus qu'elle ne rende pas hommage aux victimes.

Un représentant de la CFDT-Culture est désigné secrétaire adjoint de séance – ce rôle a été proposé successivement au SNAC/FSU et à la CGT-Culture, qui ont décliné la proposition.

Mme Lucie MUNIESA énumère les différents points inscrits à l'ordre du jour :

1° Approbation du PV du CTAC du 25 septembre 2015 (pour avis) ;

2° Tableau de suivi des précédents CTAC (pour information) ;

3° Accueil d'apprenti(e)s en administration centrale et services à compétence nationale à la rentrée 2015 (pour avis) ;

4° Évolution de l'organisation du SRH : création d'un bureau de la santé et de la sécurité au travail (pour avis).

Point 1 : Approbation du PV du CTAC du 25 septembre 2015 (pour avis)

Le procès-verbal n'ayant pas été envoyé aux membres de l'instance en amont de la séance, le point est reporté au prochain CTAC.

Point 2 : Tableau de suivi des précédents CTAC (pour information)

M. Sébastien CLAUSENER précise que la trame du tableau de suivi a évolué, les sujets n'étant plus classés en fonction des dates d'instances mais en fonction des thèmes évoqués.

Dialogue social et articulation entre les instances

Une réunion avait été proposée pour évoquer l'articulation entre les différents CT. La réunion devrait se tenir en décembre prochain.

SPSI (schéma pluriannuel de stratégie immobilière)

Ce dossier fera l'objet d'un suivi en CTAC et en CHSCT.

Mme Lucie MUNIESA précise qu'une réunion est en cours entre les services du Secrétariat général et France Domaine en vue d'affiner les scénarii envisagés. Les scénarii 2 et 3 n'ont pas été privilégiés par le ministère ; ils ont été lancés sur appels à candidatures et visent à identifier des sites tiers. Une nouvelle réunion d'information avec les organisations syndicales devrait permettre de faire le point sur le dossier très prochainement.

Mme Caroline CLIQUET (SUD-Culture solidaires) fait référence à la distribution d'un calendrier en septembre, qui faisait état d'un choix des sites lauréats pour comparaison entre scénarii en octobre. En novembre 2015 devait avoir lieu la modélisation financière des scénarii et leur comparaison. Il semblerait donc qu'un décalage se soit produit dans le calendrier.

Mme Lucie MUNIESA le confirme. La réunion qui se déroule actuellement a pour objet d'identifier des sites et d'entamer l'analyse des scénarii sur une base purement économique. Par ailleurs, l'OPPIC a été sollicité pour son expertise, France Domaine faisant appel à un cabinet externe pour l'aider à piloter les travaux d'évaluation et de chiffrage. Le ministère recherche un prestataire qui puisse l'aider sur la prise en compte des coûts humains et environnementaux dans le chiffrage et la comparaison des scénarii.

Mme Caroline CLIQUET (SUD-Culture solidaires) insiste néanmoins sur le manque criant d'information des agents alors que la prise de décision finale était censée intervenir en décembre.

Mme Lucie MUNIESA convient qu'il s'agit là d'un sujet majeur pour le personnel de l'administration centrale et au-delà, du ministère, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le ministère a demandé à France Domaine de ne pas adopter seulement une logique économique, mais de tenir également compte des aspects humains et environnementaux.

Mme Caroline CLIQUET (SUD-Culture solidaires) demande si la présentation du dossier au CIE est toujours programmée en décembre.

Mme Lucie MUNIESA explique que le CIE émettra seulement un avis pour permettre au gouvernement de prendre une décision éclairée. Quant au calendrier, il sera éventuellement remis à jour à la suite de la réunion de travail qui se déroule aujourd'hui avec France Domaine. Il est vrai que le calendrier prévu est extrêmement tendu. Mme Lucie MUNIESA s'est engagée devant les organisations syndicales à présenter le dossier en CIE et à proposer une étude comparative des scénarii.

Mme Patricia FLEURY (SNAC-FSU) demande si le scénario 1, consistant en une densification sur le site des Bons-Enfants et à répartir les services sur le site des Archives, est toujours privilégié par le ministère de la Culture ; c'est du reste, également, le scénario plébiscité par les agents.

Mme Lucie MUNIESA le confirme. Le scénario 1, dit « scénario patrimonial », consiste effectivement à implanter l'administration centrale sur trois sites : Valois, Bons-Enfants et le quadrilatère de la rue des Francs-Bourgeois. Le scénario 2 correspond également à trois sites : Valois, Bons-Enfants et un site tiers qui abriterait entre 250 et 300 postes de travail. Enfin, le scénario 3, le plus drastique, consisterait à relocaliser l'administration centrale du ministère sur deux sites : celui de Valois et un site tiers. Pour les scénarii 2 et 3, le site tiers aurait toutes les chances de se trouver en proche banlieue ou dans un quartier excentré de Paris. Le scénario 1 continue d'être défendu par la ministre et son cabinet.

Les travaux du quadrilatère des Francs-Bourgeois sont en cours, l'idée étant d'y implanter les services à compétences nationales des Archives nationales. Il accueille d'ailleurs déjà certains services de l'administration centrale : la mission photo, le SIAF et le département formation de la direction générale des patrimoines. Les travaux sont relativement complexes et une réponse globale doit être trouvée pour l'utilisation future de ce site (entre les espaces de bureaux, les salles de réunion, etc.).

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) insiste pour que les services des Archives ne soient pas perturbés et pour que des agents ne soient pas contraints de déménager de Fontainebleau jusqu'au nord de Paris. Il souhaite donc qu'un point précis sur les travaux soit effectué dès que possible et en amont de la présentation du dossier en CIE.

Mme Lucie MUNIESA partage cette volonté. L'OPPIC aide actuellement le ministère à dresser l'inventaire des besoins afin d'utiliser le quadrilatère de façon optimale.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) souhaite que calendrier des discussions soit actualisé.

Mme Lucie MUNIESA en prend note et transmettra les informations une fois que la réunion de travail en cours sera terminée.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) souligne que les agents sont appelés à travailler dans l'urgence, ce qui se ressent sur la qualité d'exécution de leurs missions. Elle souhaite que les débats soient suffisamment anticipés et que les dossiers puissent être analysés suffisamment en amont. Le sujet de l'implantation de l'administration centrale ministérielle est récurrent, irritant et sensible. L'administration est donc appelée à pratiquer un dialogue social serein – et non pas à débattre dans l'urgence. Le calendrier évoluera probablement et il convient de l'anticiper dès à présent.

Mme Lucie MUNIESA prend également note de cette remarque.

Réorganisation de la DGCA (direction générale de la création artistique)

M. Sébastien CLAUSENER rappelle que le projet de réorganisation de cette direction a été mis en œuvre au printemps dernier. Il s'agit à présent de dresser un bilan de l'opération dans le cadre du CHSCT (fin 2015 ou début 2016).

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) juge la démarche vertueuse. Toutefois, elle observe que l'organigramme n'a jamais été débattu en CTAC et que l'organisation n'est pas encore officielle étant donné que les nominations ne sont pas encore intervenues. Elles ne pourront pas être effectives avant la CAP de décembre et dans ces conditions, il serait pertinent de reporter le bilan de la réorganisation.

Mme Lucie MUNIESA reconnaît que le délai de mise en œuvre de l'organisation a été sous-estimé et elle valide donc le report de l'évaluation au deuxième ou au troisième trimestre 2016.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) insiste sur le fait que certains postes de la future organisation sont encore vacants.

Le département de la programmation et des moyens

Mme Lucie MUNIESA indique qu'un service prescripteur mutualisé est en cours de création. Il agira en relation avec les pôles RH de proximité et aura pour mission d'optimiser les chaînes de validation des dépenses. Par ailleurs, les 650 agents du Secrétariat général pourront bénéficier d'une cellule RH de proximité. L'administration s'est attelée à la mise en œuvre d'une telle organisation même si elle rencontre des difficultés de recrutement. Le département de programmation et des moyens (DPM) est en train d'être renforcé et des procédures seront davantage formalisées (grâce à la collaboration du département des stratégies et de la modernisation). Le sujet sera donc maintenu dans le tableau de suivi.

Bureau d'élaboration et d'utilisation des inventaires archéologiques (BEUIA)

M. Sébastien CLAUSENER indique qu'une réflexion a été engagée au sujet de ce service basé à Tours.

Mme Lucie MUNIESA rappelle que le sujet a déjà été évoqué en CHSCT AC.

Mme Fabienne BERNARD (SUD-Culture solidaires) indique que le sujet ne concerne pas encore le CTAC, mais il semble néanmoins que des agents du service de Tours puissent être transférés vers des services déconcentrés également basés à Tours. Elle espère que les compétences et les conditions de travail des agents seront respectées – surtout si le BEUIA est appelé à disparaître – et que l'arrivée de ces agents ne sera pas pénalisante pour les services d'accueil – sachant qu'ils possèdent des compétences très particulières en matière d'archéologie urbaine.

Mme Lucie MUNIESA indique que la DG des Patrimoines est déjà sensibilisée à cette question. Par ailleurs, à l'occasion du CHSCT, le sous-directeur de l'archéologie a indiqué qu'une réflexion sur les missions du BEUIA a été lancée. Les agents seront associés à la réflexion, sachant que le BEUIA possède un patrimoine important : un fonds documentaire, un fonds cartographique, etc. L'archéologie urbaine occupe une place importante dans le champ d'activité de la sous-direction Archéologie au sein de la DG des Patrimoines. La dimension humaine est donc très importante.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) note que le dossier ne concerne pas exclusivement le CHSCT. Il apparaît pertinent que les missions de l'archéologie urbaine demeurent à Tours. Il serait d'autant plus souhaitable que le CTAC soit saisi du dossier que deux organisations syndicales du CTAC ne sont pas représentées en CHSCT. Il serait donc souhaitable qu'un point sur le dossier soit proposé ce jour.

Mme Lucie MUNIESA explique que le site de Tours est entré dans le champ des responsabilités du CHSCT, et que ce dernier a souhaité se rendre sur place. La visite du CHSCT a permis de révéler des conditions de travail très difficiles pour les agents, à la fois sur le plan matériel (équipement, fauteuils, etc.) et sur la sécurité (risque avérés de travailleurs isolés, risque incendie, etc.). S'ajoute à cela l'éclatement du service entre les Bons-Enfants et Tours, situation potentiellement source de risques psychosociaux (RPS). Il était donc légitime que le CHSCT se saisisse de ce dossier, d'autant que les agents parisiens rencontrent également des conditions de travail difficiles. Lors du dernier CHSCT, l'administration a annoncé qu'elle allait remplacer le matériel obsolète mais le problème est plus profond. Dans ces conditions, un renfort a été déployé au sein du BEUIA afin de dégager le temps nécessaire pour une réflexion sur les missions futures du bureau. En outre, le bail arrivant à échéance le 31 décembre, une prolongation au moins temporaire de ce bail sera sollicitée auprès de France Domaine pour permettre au débat d'avoir lieu dans la sérénité. Telles sont en substance les informations communiquées aux membres du CHSCT. L'administration souhaite que les deux instances (CTAC et CHSCT) soient tenues informées de l'évolution de ce dossier.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) constate que l'archéologie urbaine était un domaine de pointe pour la France, sur laquelle les autres pays posaient des regards envieux. Malheureusement, cette discipline est entrée en déshérence (par désintérêt politique) au point de poser des problèmes de conditions de travail. Une réponse structurelle est donc attendue, et pas seulement sur le remplacement des fauteuils des agents.

Mme Lucie MUNIESA indique que l'administration a l'intention de faire déboucher la réflexion sur des décisions en concertation avec les agents concernés. Ce sujet sera donc maintenu dans le tableau de suivi et l'administration se propose d'inviter un représentant de la sous-direction de l'archéologie pour faire le point de la situation au prochain CT.

Bilan social de l'administration centrale

Mme Isabelle GADREY indique que l'objectif est de présenter le bilan social au CTAC du premier trimestre 2016, à la même période que le bilan social ministériel. L'administration s'efforce de respecter le calendrier prévu.

Trajectoire des effectifs d'administration centrale

Mme Lucie MUNIESA indique que la présentation de 2015 sera reproduite lors d'un prochain CTAC et enrichie des réponses aux questions posées. Un point de la situation au 31 décembre 2015 pourra être effectué.

Mise en œuvre de l'accord du 8 juillet 2015

M. Sébastien CLAUSENER rappelle que cet accord a donné lieu à une circulaire publiée le 27 juillet dernier. Lors du CTAC du mois de septembre, la méthodologie de mise en œuvre de l'accord avait été esquissée ; elle a été depuis présentée sous une version plus détaillée lors d'une réunion de travail qui a eu lieu le 4 novembre dernier. Les organisations syndicales siégeant en CTAC y étaient représentées.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) signale que la convocation et la documentation ne lui sont pas parvenues.

M. Sébastien CLAUSENER s'engage à vérifier que la liste de diffusion est correcte. Il précise que le groupe de travail a abordé deux sujets. Le premier point de l'ordre du jour portait sur la méthodologie et le calendrier de mise en œuvre. La première phase concerne le recensement du stock et le développement d'outils à destination des services (guides pratiques notamment). Le second point de l'ordre du jour portait sur l'inventaire du stock T2, sur la base d'un document remis en séance qui était pratiquement finalisé. La liste définitive sera transmise ultérieurement aux participants, qui recevront également un tableau qui recense l'ensemble des éléments de suivi de la mise en œuvre de l'accord.

Le comité de suivi de l'accord devrait être réuni avant la fin de l'année afin de pouvoir travailler sur le « stock » correspondant aux agents recrutés dans le cadre de l'article 4, et de lancer l'état des lieux pour les agents recrutés dans le cadre de l'article 6 sexties. Enfin, le guide pratique destiné aux services sera présenté.

Mme Lucie MUNIESA ajoute que les documents en lien avec ce sujet seront transmis aux organisations syndicales.

Mme Fabienne BERNARD (SUD-Culture solidaires) note que le groupe de travail est une émanation du CTM et non du CTAC. Elle se demande donc si une réflexion similaire est prévue sur le périmètre de l'administration centrale.

M. Sébastien CLAUSENER indique que le recensement du stock lié aux différents CT sera adressé aux organisations syndicales, et plus généralement la liste des documents prévus par l'accord. Un tableau récapitulatif des documents à fournir aux différentes instances sera également partagé, en précisant à chaque fois si les instances seront consultées sur ces documents. Ce tableau sera également transmis aux employeurs.

Mme Lucie MUNIESA indique que le CTAC se concentrera pour sa part sur la partie du T2 qui relève de son périmètre de responsabilité (emplois T2 de l'administration centrale et des SCN).

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) fait référence à un document méthodologique en lien notamment avec le bilan social. Elle s'interroge sur la manière dont la trame des documents d'information aux élus sera modifiée en fonction des commentaires apportés.

Mme Lucie MUNIESA confirme que l'administration a l'intention d'enrichir le bilan social sur le périmètre du CTAC en tenant compte de toutes les remarques formulées par les organisations syndicales. Pour cela, elle avait besoin que ces observations lui soient transmises suffisamment en amont pour que les statistiques complémentaires puissent être produites. Les requêtes des élus seront donc prises en compte dans la mesure du possible dans le prochain bilan social, ce qui n'exclura pas d'autres améliorations ultérieures.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) estime qu'il serait intéressant de mettre à jour un document qui faisait état des différentes filières (techniques, administratives et scientifiques) au sein de chaque direction, un document qui était assez instructif, car il permettait d'anticiper les évolutions de carrière possibles pour les agents.

Mme Lucie MUNIESA considère que ce document fait pleinement partie du bilan social. L'intérêt des élus pour une approche par filières métiers a bien été remarqué par l'administration, qui s'efforcera donc d'approfondir cette analyse.

Point 3 : Accueil d'apprenti(s) en administration centrale et services à compétence nationale à la rentrée 2015 (<i>pour avis</i>)

Mme Claire LAMBOLEY présente le dossier, qui a déjà fait l'objet d'un premier examen par le CTAC le 25 septembre dernier. L'accueil d'apprentis a également été évoqué à l'occasion du CTM du 13 octobre. Il s'agit d'une nouveauté pour le périmètre de l'administration centrale et des SCN : si des apprentis peuvent travailler dans le secteur public depuis 1992, et si l'apprentissage a connu un développement important au sein de la fonction publique territoriale, il n'en était pas de même pour les établissements publics administratifs.

Le tableau transmis aux élus fait état de 15 recrutements (3 pour l'administration centrale et 12 pour les SCN), ce qui signifie que 3 des 18 recrutements envisagés sont restés infructueux. Une rectification mérite d'être signalée : un recrutement est intervenu récemment à Malmaison et il s'agit en l'occurrence d'un brevet professionnel, c'est-à-dire un diplôme de niveau 4, associé à un cursus de deux ans (et non trois pour un BTS comme indiqué précédemment).

Plusieurs informations importantes ont été ajoutées au document : l'intitulé des postes, les fonctions exercées par les maîtres d'apprentissage ainsi que leur statut (« C » pour

« contractuel » et « T » pour « titulaire »), et enfin le nom du CFA où ces jeunes suivent leur scolarité. Une grande diversité des métiers préparés peut être notée dans le tableau, depuis les élèves ingénieurs jusqu'aux apprentis jardiniers. Les diplômés de niveau 1 et 2 sont majoritaires (8 jeunes sur 15), 4 jeunes préparent un diplôme de niveau 4 mais aucun apprenti ne prépare un diplôme de niveau 5.

Tous les maîtres d'apprentissage sont titulaires sauf deux contractuels, et la parité est respectée (alors que les effectifs du ministère sont constitués aux deux tiers d'hommes). Enfin, on compte 10 maîtres d'apprentissage de catégorie A et 5 de catégorie B, ce qui est assez diversifié.

Deux précisions méritent d'être portées par rapport à la présentation du 25 septembre dernier. Une question avait été posée à propos de la rémunération des apprentis : pouvaient-ils bénéficier d'un salaire conventionnel supérieur au SMIC ? En l'occurrence, le SMIC est la seule référence salariale d'après les textes de 1992, et la circulaire Albanel ne s'applique donc pas aux apprentis de la fonction publique d'État.

La deuxième question portait sur la possibilité pour les apprentis de comptabiliser des droits à la retraite. Dans le cadre de la loi de janvier 2014 portant réforme des retraites, un décret a été publié fin 2014 et permet aux apprentis de valider l'ensemble de leurs trimestres au cours de leur apprentissage, et non une petite fraction compte tenu de leur niveau de rémunération comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette mesure législative fait partie d'un dispositif plus large destiné à favoriser l'apprentissage et l'insertion professionnelle des jeunes.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) demande si le ministère peut recruter des apprentis mineurs (pour des métiers dangereux notamment).

Mme Claire LAMBOLEY explique que les textes s'appliquant à la fonction publique ne sont pas encore tout à fait adaptés. Le droit du travail du secteur privé n'a pas vocation à s'y appliquer mais un projet de décret est en cours d'examen au Conseil d'État (après avoir été examiné par le Conseil Supérieur de la Fonction Publique cet été) afin de transposer au secteur public les mesures déjà applicables au secteur privé. Le Conseil d'État a demandé à ce que les instances compétentes du ministère du Travail soient consultées sur ce texte. Elles ont depuis rendu un avis favorable mais cela a retardé d'autant l'examen du dossier.

Dans l'attente de la publication du texte, qui est aujourd'hui considérée comme imminente, il a été demandé de ne pas procéder au recrutement de jeunes mineurs au sein du ministère. Ce principe a été respecté pour 14 des 15 apprentis accueillis, le quinzième fêtant son dix-huitième anniversaire en janvier prochain. Une fiche de poste spécifique a été établie afin que ce jeune n'ait accès à aucune machine dangereuse avant sa majorité.

Mme Lucie MUNIESA invite les membres à se prononcer sur la base de la liste légèrement amendée remise en séance.

Le CTAC émet un avis favorable à l'unanimité.

Mme Lucie MUNIESA précise que la question soulevée par la CFDT-Culture est activement suivie par l'administration, qui espère une publication rapide du décret.

Point 4 : Évolution de l'organisation du SRH ; création d'un bureau de la santé et de la sécurité au travail (pour avis)

Pour ce point, Arnaud GIBON est présent au titre d'expert pour la CFDT-Culture.

Mme Lucie MUNIESA précise que ce bureau sera également en charge de la prévention des risques professionnels, même si l'intitulé qui figure sur la convocation n'en faisait pas mention. Le ministère a décidé d'opérer cette modification après concertation sur le sujet en CHSCT. Les élus estimaient en effet que l'intitulé originel ne mettait pas suffisamment en valeur la politique de prévention des risques professionnels, avec l'ambition forte de se concentrer sur la prévention primaire des risques – qui consiste à agir sur les causes initiales plutôt que sur les conséquences des risques – qui avait conduit à la création de ce bureau. L'appellation complète sera donc : « bureau de la santé, de la sécurité au travail et de la prévention des risques professionnels ».

Par ailleurs, la note de présentation adressée aux membres du CHSCT a été amendée afin de tenir compte des remarques exprimées durant la réunion.

Mme Isabelle GADREY tient tout d'abord à présenter les excuses de Roland Breton, qui devait participer à la présente réunion en qualité d'expert mais qui a dû se rendre à une importante réunion organisée avec l'Éducation nationale à propos de la MGEN.

Comme cela a été indiqué en préambule, le CHSCTAC a été consulté sur ce projet le 6 novembre dernier. Il a d'ailleurs exprimé un avis favorable. Outre la version amendée de la note de présentation, l'administration souhaite communiquer aux élus une version rectificative de l'organigramme, le premier document faisant état d'une dénomination incomplète du bureau.

Pour rappel, un accord sur la santé et la sécurité au travail a été signé le 2 novembre 2009. La création de cette structure nationale dédiée plus particulièrement à la prévention des risques professionnels au niveau ministériel a été évoquée dès les réunions des instances paritaires d'octobre 2012. La ministre a exprimé plusieurs engagements à diverses occasions : en CHSCTM en novembre 2014, lors des vœux au personnel, à l'occasion d'un CTM en avril 2015 et dans son courrier relatif au lancement du programme national de prévention des risques professionnels – elle souhaitait dans ce courrier qu'une structure dédiée à la prévention des risques soit créée au niveau ministériel. La création de cette instance est aujourd'hui imminente.

Parmi les remarques du CHSCT prises en compte, il était question de l'articulation entre le CHSCTM et le CHSCTAC, de la méthodologie, de la possibilité d'effectuer un retour d'expérience un an après la mise en place de ce bureau et de divers sujets tels que le renforcement de la médecine de prévention.

Le bureau de l'action sociale restera en charge de l'ensemble des attributions sociales de l'actuel bureau de l'action sociale et de la prévention. Cette réorganisation impliquera le renforcement de certaines fonctions : la politique sociale, la mise en œuvre de la politique de soutien social aux agents, les questions relatives au handicap et la médecine statutaire.

Les missions incombant au nouveau bureau, désigné par un acronyme court (BSST), serait notamment en charge de la protection et de la santé des personnels et du contrôle du respect des obligations en matière de suivi médical. Lui incomberait également le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation de la politique ministérielle en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail tout en favorisant la prévention primaire, le tout en lien avec le CHSCTAC et le CHSCTM. Il s'agit d'instaurer et d'entretenir, sur l'ensemble du périmètre, une véritable culture de la prévention des risques professionnels – le terme « culture de la prévention » a été emprunté aux élus du CHSCTAC – dans l'objectif d'assurer une meilleure couverture et une meilleure animation du réseau des acteurs (conseillers et assistants de prévention, chefs de service, médecine de prévention), en lien avec l'ISST (ingénieur santé et sécurité au travail), en favorisant les retours d'expérience. Il est également question de soutenir plus efficacement les services opérationnels « nécessitant un accompagnement » (ajout du CHSCTAC, dans l'idée de concentrer les moyens sur les services qui ne disposent pas de tous les moyens nécessaires [outils, compétences et moyens humains] pour mener à bien toutes les actions eux-mêmes). Le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) et le plan de prévention ont été également évoqués. Enfin, il s'agira pour le BSST de réaliser des enquêtes et des bilans dans son champ de compétences (ajout du CHSCTAC) et de réaffirmer sa compétence nationale.

Le bureau de l'action sociale comprend une fonction financière, le pôle social (assistants et assistantes sociales), le pôle handicap (correspondante handicap) et le pôle de la médecine statutaire. Le BSST sera organisé en trois pôles, respectivement en charge :

- de la prévention des risques professionnels (1 ISST, 1 conseiller de prévention des risques psychosociaux et 1 expert en risque incendie – les deux premiers postes sont créés) ;
- du dialogue social et de l'administration (pôle déjà existant, qui prépare notamment les CHSCTM et CHSCTAC), dont un poste est en cours de renouvellement ;
- de la médecine de prévention (un agent qui quitte donc le bureau de l'action sociale).

Les agents concernés par ce projet ont été rencontrés individuellement à plusieurs reprises, et d'ailleurs, ces discussions ont débouché sur des ajustements du projet initial. Il est apparu préférable, par exemple, de maintenir la fonction financière à son emplacement d'origine, de même que le pôle handicap. Par un heureux hasard, chacun des deux bureaux comportera 18 agents. La matrice de passage de l'ancienne à la nouvelle organisation a été communiquée aux élus. Les fiches de poste ont été communiquées aux membres du CHSCTAC.

Il est apparu important à l'administration de préciser les relations entre les différents acteurs (les deux bureaux, les cadres dirigeants, etc.). Le bureau de l'action sociale restera notamment destinataire des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, mais il agira en relation avec son homologue en tant que de besoin. Les deux bureaux seront représentés au sein des instances interministérielles d'action sociale et participeront aux réunions interservices. Le BSST et le bureau chargé du dialogue social veilleront également à coordonner le calendrier des instances consultatives (CT et CHSCT). Un échange a d'ailleurs été engagé en amont en vue de produire des calendriers prévisionnels recensant les différents thèmes à étudier au cours des années N et N+1. Enfin, le BSST et le bureau du fonctionnement des services travailleront en commun sur des dossiers en lien avec la santé et la sécurité au travail au sein de l'administration : des informations seront également partagées en lien avec le déménagement des agents (ajout du CHSCTAC).

La fiche déjà distribuée a été enrichie d'un calendrier prévisionnel, qui fait état de l'implémentation de la future organisation à partir du 1^{er} janvier. Un bilan de la création du BSST sera établi après la première année d'activité (sur recommandation du CHSCTAC).

Les nouveaux postes seront publiés très prochainement afin de permettre au BSST de fonctionner au plus tôt.

Mme Lucie MUNIESA souligne que ce projet se traduit par une création nette de trois postes, dont celui du chef de bureau. Les fiches de poste seront publiées dès que possible, l'objectif étant que le BSST soit pleinement opérationnel dès le début de l'année 2016.

M. Arnaud GIBON (CFDT-Culture) indique que la CFDT-Culture approuve tout à fait l'idée de création d'une telle structure, sachant notamment que cette structure soutiendrait les plus petits établissements, qui ne sont pas tous dotés d'un service hygiène et sécurité polyvalent. Initialement, la CFDT-Culture n'adhérait guère au principe consistant à rattacher le BSST à la DRH, considérant que l'importance des sujets traités motivait plutôt un rattachement direct au Secrétaire général. Toutefois, dans la mesure où ce dernier était déjà chargé d'animer un grand nombre de structures, ce choix était davantage justifié.

Par ailleurs, les relations entre le BSST et les bureaux existants ne sont pas parfaitement claires, et l'organigramme est source d'interrogations. Le pôle du dialogue social semble redondant par rapport au bureau en charge du dialogue social, par exemple. Par ailleurs, le lien entre la médecine de prévention et la médecine statutaire est quelque peu distendu, les deux pôles étant chacun dans un bureau différent. Les ISST ne peuvent pas, quant à eux, être rattachés à ce nouveau bureau, car ils dépendent déjà de l'IGAC, mais un lien peut néanmoins être envisagé dans la mesure où les conditions de travail les intéressent également.

Mme Isabelle GADREY confirme que le pôle « dialogue social et administratif » (selon son appellation définitive) est sujette à débat du fait de la redondance apparente qui a été relevée. La dénomination initiale (suivi administratif des CHSCT) était apparue trop creuse, l'idée étant d'animer le dialogue social avec le CHSCTM et le CHSCTAC. Il ne serait absolument pas question de transférer le bureau « expertise statutaire et dialogue social » dans ce pôle.

Mme Lucie MUNIESA assume le choix organisationnel consistant à localiser le suivi du dialogue social avec les CHSCT au sein de cette structure. Il aurait pu être décidé de regrouper le dialogue social avec les instances au sein du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire. Pour autant, cette séparation n'exclut absolument pas la transversalité et la coordination entre les comités techniques et les CHSCT.

Mme Isabelle GADREY confirme que les ISST sont rattachés à l'IGAC. Le BSST sera chargé de valoriser les rapports d'inspection produits par ces derniers, dans le cadre de la coanimation du réseau des actions de la prévention. Ce sujet est de première importance aux yeux de l'administration et il a d'ailleurs été fréquemment évoqué au sein des instances.

Quant à la dichotomie entre la médecine de prévention et la médecine statutaire, il n'est pas exclu que ces deux secteurs coopèrent ponctuellement, même si leur fonctionnement est assez largement indépendant. D'ailleurs, ces deux services seront géographiquement proches au sein du SRH. La fiche fait référence au renforcement du lien avec les instances médicales et les commissions de réforme – ce sujet sera évoqué au prochain CHSCTM. L'administration espère que la réorganisation favorisera les renforcements attendus sur ces questions.

Mme Chantal DEVILLERS-SIGAUD (CFDT-Culture) souligne que le CHSCT a approuvé ce projet à l'unanimité, montrant ainsi son fort intérêt pour la démarche. Par ailleurs, elle s'interroge sur la manière dont la nouvelle cellule créée à la suite des attentats sera pilotée.

Mme Isabelle GADREY indique que cette cellule d'urgence fonctionne en rapport avec la médecine de prévention. Il est certain que si le BSST était déjà en place, le pilotage de cette structure en aurait été facilité : le chef du bureau aurait pu se saisir directement du dossier, en lien avec le conseiller sur les risques psychosociaux attendu prochainement.

Mme Lucie MUNIESA considère également que ce bureau aurait eu un rôle majeur à jouer auprès de la cellule de crise, en lien avec le haut-fonctionnaire en charge de la défense et de la sécurité. Il est donc particulièrement important que les postes soient pourvus au plus tôt. Le BSST pourra ainsi être associé aux travaux en cours à l'échelle du ministère.

Mme Isabelle GADREY note que cette organisation nationale n'a pas pour objectif de se substituer aux EP, DRAC et autres services à compétence nationale. Le BSST peut animer des réseaux, diffuser des informations, conseiller des interlocuteurs grâce à son expertise, etc.

Mme Chantal DEVILLERS-SIGAUD (CFDT-Culture) estime que dans la situation actuelle, les conseils de professionnels du soutien psychologique sont essentiels, comme le rôle des sapeurs-pompiers est incontournable pour les questions touchant à la sécurité incendie. Elle souligne que le stress est déjà élevé sur certains sites.

Mme Lucie MUNIESA précise que la cellule de soutien psychologique sera mise à la disposition de tous les agents du ministère. Audiens a été choisi car ses psychologues sont déjà opérationnels et formés pour accompagner des personnes touchées par des actes terroristes.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) estime qu'il serait pertinent de débattre du choix de ce genre de prestataire au sein des instances représentatives du personnel. Pour en revenir au BSST, dont il approuve lui aussi la création, il demande si le médecin coordonnateur intervient seulement au niveau de l'administration centrale ou à l'échelle du ministère.

Mme Isabelle GADREY confirme que le champ de compétences du médecin coordonnateur s'étend à tout le ministère.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) demande si ce poste est actuellement pourvu.

Mme Isabelle GADREY indique que le processus de recrutement est entré dans sa phase finale. Une présélection des candidats a déjà été effectuée.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) se réjouit du fait que le ministère fasse appel à un psychologue du travail plutôt qu'à un simple « coach ». Néanmoins, il se demande si ce psychologue sera réellement utile en assurant seulement trois vacations d'une demi-journée par mois.

Mme Isabelle GADREY indique que la création du BSST n'induit aucun changement par rapport à la situation actuelle. Toutefois, indépendamment du projet présenté ce jour, des

vacations supplémentaires pourront être commandées pour faire face à des situations de crise. D'ailleurs, le soutien d'Audiens a l'avantage d'être permanent. Par ailleurs, l'organisation sera renforcée par la création d'un poste de conseiller sur les risques psychosociaux.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) demande si la fiche de poste correspondante a été publiée.

Mme Isabelle GADREY répond qu'elle a été rédigée. Elle figure dans le dossier du CHSCTAC. Elle n'a pas encore été diffusée dans la mesure où le projet n'a pas encore été validé par les deux instances concernées. Une fois que le CTAC aura rendu son avis, le poste sera certainement publié.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) insiste sur le fait que les organisations syndicales qui ne sont pas représentées en CHSCTAC souffrent d'un déficit d'informations par rapport à leurs consœurs. Il aimerait donc connaître le profil du poste.

Mme Lucie MUNIESA indique que les fiches de postes seront publiées prochainement. Elle revient un instant sur une question précédente, qui portait sur le choix d'Audiens. Elle insiste sur le fait que ce prestataire a dû être sollicité en extrême urgence (pendant le week-end) à la suite des attentats, et que le choix d'Audiens semblait tout à fait pertinent. Les élus auraient d'ailleurs pu reprocher à l'administration de ne pas avoir réagi aussi rapidement. Bien entendu, si cette cellule de soutien psychologique devait être pérennisée, un marché en bonne et due forme sera lancé. L'administration a considéré qu'un psychologue du travail qui n'assure que trois vacations par mois ne serait pas capable de faire face à une crise majeure.

Mme Fabienne BERNARD (SUD-Culture solidaires) s'enquiert du calendrier de mise en œuvre de la nouvelle organisation étant donné que les nouveaux postes n'ont pas encore été publiés. Il lui semble peu probable, vu le calendrier des CAP, d'officialiser les nominations avant le premier trimestre 2016. Il serait donc plus raisonnable de viser une mise en place au deuxième trimestre 2016.

Mme Isabelle GADREY indique que les recrutements ne requerront peut-être pas d'examiner les candidatures en CAP. Il est également possible que le BSST soit créé sans que le poste de conseiller en risques psychosociaux soit pourvu dans un premier temps. Quant à l'ingénieur et au chef de bureau, l'administration s'efforcera de les recruter dans les plus brefs délais.

Mme Lucie MUNIESA précise que les fiches de postes vont pouvoir être publiées dès lors que les instances auront été consultées. Les recrutements pourront donc être organisés au plus tôt (dans le respect des prérogatives et des délais de transmission des documents des CAP).

Mme Isabelle GADREY indique que la fiche de poste du conseiller en risques psychosociaux a été amendée, à la demande du CHSCT, afin de mentionner la relation avec la médecine de prévention. Les compétences techniques nécessaires portent notamment sur les domaines suivants :

- la réglementation en hygiène et en sécurité ;
- le droit de la fonction publique ;
- le droit du travail ;
- les difficultés psychosociales dans l'administration (stress au travail, harcèlement moral, violences, comportements addictifs, analyse des charges de travail) ;

- les risques psychosociaux et les actions de prévention ;
- les méthodes d'analyse des risques et des règles d'organisation du travail ;
- la psychologie du travail ;
- le management des organisations du travail et la conduite du changement ;
- les métiers et l'organisation interne des métiers du ministère de la Culture et de ses établissements publics.

La prévention des risques psychosociaux nécessite également une coordination étroite avec les services extérieurs au ministère et, au sein du ministère, avec les experts techniques administratifs. Il sera probablement fait également allusion au rapport avec la médecine de prévention. Des aptitudes plus classiques sont également requises, comme une certaine capacité à communiquer.

Les missions sont détaillées de manière assez complète. Le conseiller en risques psychosociaux :

- participera aux actions de communication sur les RPS ;
- conseillera les EP (avec éventuellement un déplacement sur site) ;
- participera à la résolution de situations individuelles ou collectives de souffrance de travail (en lien avec le CHSCT et le médecin de prévention) ;
- contribuera à la veille réglementaire dans son domaine de compétences ;
- diffusera les bonnes pratiques au sein du réseau des agents de prévention ;
- participera au dialogue social (notamment au sein des instances nationales ou de proximité) ;
- contribuera à développer une culture de prévention des risques psychosociaux au sein du ministère ;
- aidera les services opérationnels à établir leur programme annuel de prévention des RPS ;
- réalisera des études et rapports en vue de trouver des solutions techniques à des risques professionnels localisés ou communs ;
- participera à l'élaboration du plan national de prévention des suicides (en lien avec le médecin coordonnateur) ;
- participera à l'élaboration du programme ministériel de prévention des RPS (en relation avec le réseau des conseillers de prévention).

S'agissant d'une création de poste, la fiche est donc relativement détaillée. Une modification de dernière minute doit encore y être apportée pour faire mention d'un lien avec la médecine de prévention.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) souhaite savoir dans quel corps l'administration compte recruter ce responsable.

Mme Lucie MUNIESA estime que le poste pourrait être tenu par un profil administratif mais avec un certain niveau de maîtrise technique.

Mme Isabelle GADREY précise qu'un projet d'arrêté a été ajouté au dossier. Il s'agit en substance de modifier l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation du Secrétariat général. La modification intervient au niveau de la sous-direction des politiques de ressources humaines et des relations sociales, au sein de laquelle le BSST serait donc créé et serait distinct du bureau de l'action sociale. Le projet d'arrêté prévoit également une mesure

de « toilettage » étant donné que l'ONP est devenu le centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines (projet RenoIRH).

Mme Fabienne BERNARD (SUD-Culture solidaires) suggère de profiter de ce « toilettage » pour mentionner le CT spécial des DRAC dans le paragraphe relatif au dialogue social ministériel, ou plus généralement les CT spéciaux.

Mme Isabelle GADREY propose d'ajouter un « notamment » avant l'énumération des instances dont le SRH assure le dialogue social, ce qui permettrait donc d'y rattacher des instances non mentionnées dans la liste, sachant par ailleurs que le secrétariat des CT de filière n'est pas exercé au niveau central.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) demande si les postes vacants d'infirmiers et secrétaires médicaux ont été publiés.

Mme Isabelle GADREY le confirme mais fait état de difficultés de recrutement sur ces postes malgré une recherche très active (y compris en publiant des offres d'emploi dans la presse).

Mme Lucie MUNIESA précise que les vacances sur ce genre de postes peuvent devenir structurelles, et ce même si les ressources budgétaires associées à ces postes sont maintenues.

Mme Chantal DEVILLERS-SIGAUD (CFDT-Culture) doute que le terme « notamment » soit approprié, car il est assez imprécis et peu recommandé dans un texte juridique. Elle propose de reporter le vote à un prochain CTAC, le temps de trouver une meilleure rédaction.

Mme Lucie MUNIESA remarque que la liste d'instances pilotées n'est pas présentée de manière exhaustive, si bien qu'il n'est pas exclu que des instances dont le nom n'apparaît pas dans le texte du décret puissent être également concernées. Elle estime donc que l'ajout du terme « notamment » est tout à fait envisageable, cette modification présentant l'avantage de ne pas alourdir le texte. Elle sollicite donc l'avis des élus sur la base du projet d'arrêté ainsi amendé.

Le CTAC rend un avis favorable à l'unanimité.

Mme Lucie MUNIESA remercie le CTAC pour cet avis et annonce que les fiches de poste seront rapidement publiées. Un retour d'expérience sera effectué un an après la mise en place de la nouvelle organisation.

Point 5 : Questions diverses (point rajouté à l'ordre du jour initial)

Mme Lucie MUNIESA signale qu'elle n'a reçu aucune question diverse mais est prête à en recevoir.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) souhaite ajouter une précision au sujet de son intervention liminaire : elle souhaite que la ministre évite de sur-utiliser le champ lexical militaire : « arme massive » (en parlant de la culture...), « résistance », « sécuritaire », etc. Ses interventions à la radio pourraient faire penser qu'elle est ministre de l'Intérieur ou de la Défense.

Mme Lucie MUNIESA remercie les membres pour leur participation à ce CTAC.

La séance est levée à 17 heures 45.